

Siège :
9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 26 JANVIER 2017
D26012017/018**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET,
Gilles COUTREAU, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD,
Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON,
Pierre BOURNEL, Jean Luc PIQUEMAL, Jacques BIDLUN,
Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain BOUCHON, Marie LASSERRE,
Pascal ABIVEN, Daniel JAFFRELOT, Hervé CAZENAVE, Pascale MARZAT,
Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Bernard BESSAC,
Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG,
Tony TRJOULET, Claudette RAUTUREAU, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Laurent PEYRONDET (pouvoir à Jérémy BOISSON)
Michel BAUER (pouvoir à Pascale MARZAT)
Barbara FRANCOIS (pouvoir à Marie LASSERRE)
Isabelle LAPALU (pouvoir à Gilles COUTREAU)
Jean-Louis DUCLOU (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)
Bernard LOMBRAIL (pouvoir à Xavier PINTAT)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES : Anne WISNIEWSKI, Jean-Paul LE GLATIN (démissionnaire)

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire

Membres suppléants : Geneviève CHAUSSIER, Dominique JOANNON

SECRETAIRE DE SEANCE : Marie LASSERRE

**Objet : COMPETENCE TOURISME
INSTAURATION DE LA TAXE DE SEJOUR COMMUNAUTAIRE ET FIXATION DES
TARIFS APPLICABLES EN 2017**

Rapporteur : Pierre BOURNEL, 9^{ème} Vice-président

Vote : UNANIMITE

Aux termes de l'article L 5211-21 du CGCT, dans sa rédaction issue de l'article 86 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, la taxe de séjour mentionnée aux articles L. 2333-29 à L. 2333-39 peut être instituée par décision de l'organe délibérant dans les conditions prévues à l'article L. 2333-26 par :

[...] 2° Les établissements publics de coopération intercommunale bénéficiant de l'une des dotations prévues à l'article L. 5211-24 du présent code ;

*3° Les établissements publics de coopération intercommunale qui réalisent des actions de promotion en faveur du tourisme ainsi que ceux qui réalisent, dans la limite de leurs compétences, des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels ;
[...].*

Par ailleurs, ce même article dispose désormais que

« L'établissement public de coopération intercommunale issu d'une fusion en application de l'article L. 5211-41-3 prend la délibération afférente à la taxe de séjour jusqu'au 1er février de l'année au cours de laquelle la fusion produit ses effets sur le plan fiscal ».

Parallèlement, la loi de Finances rectificative de 2016 précitée a modifié la rédaction de l'article L 2333-30 du CGCT qui prévoit que :

« Le tarif de la taxe de séjour est fixé, pour chaque nature et pour chaque catégorie d'hébergement, par personne et par nuitée de séjour.

Ce tarif est arrêté par délibération du conseil municipal prise avant le 1er octobre de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante. Par dérogation, pour la taxe applicable au titre de l'année 2017, les collectivités territoriales et leurs groupements ayant institué la taxe de séjour pour 2017 peuvent apporter des modifications à leur délibération jusqu'au 1er février 2017. »

La délibération fixe, le cas échéant, les dates de début et de fin des périodes de perception au sein de l'année. Le tarif de la taxe de séjour est arrêté conformément à un barème comportant 10 tarifs possibles par catégories d'hébergements (au lieu de 33 auparavant).

Eu égard à la rédaction des statuts de Médoc Atlantique, qui comporte la compétence obligatoire « promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » et l'extension des statuts de l'EPIC Médoc Océan des 14 communes constituant l'intercommunalité, il est proposé au conseil communautaire :

Article 1 : d'instituer dès 2017, une taxe de séjour et d'assujettir les natures d'hébergement suivantes à la taxe de séjour au réel :

- Les palaces ;
- Les hôtels de tourisme
- Les résidences de tourisme
- Les meublés de tourisme
- Les villages de vacances
- Les chambres d'hôtes
- Les emplacements dans les parcs de stationnement touristiques
- Les terrains de camping, les terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air
- Les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalent.

Les emplacements dans les aires de camping-cars par tranche de 24 heures et les places port de plaisance seront traités au forfait pour les opérations de collecte.

Article 2 : d'assurer la collecte de la taxe de séjour par les services communautaires pour l'ensemble du territoire à compter de 2017

Article 3 : d'approuver la grille tarifaire suivante :

N°	Catégories	Tarif communautaire au réel En euros (€)	Part départementale (10 %) En euros (€)	TOTAL Tarif au réel En euros (€)
1	Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	3,64	0,36	4,00
2	Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	2	0,20	2,20
3	Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,55	0,15	1,70
4	Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,18	0,12	1,30
5	Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,9	0,09	0,99
6	Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, Chambres d'hôtes, emplacements des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,73	0,07	0,80
7	Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances en attente de classement ou sans classement	0,73	0,07	0,80
8	Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,73	0,07	0,80
9	Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,55	0,05	0,60
10	Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,20	0,02	0,22

Article 4 : d'approuver la collecte au forfait sur la base tarifaire et pour les cas suivants :

- Pour le port de plaisance « Port Médoc » et afin de faciliter les opérations de perception par le gestionnaire du port, la taxe sera collectée au forfait sur la base de 0,22 € (part départementale comprise) sur le nombre de postes d'amarrage dédiés au passage moyennant un abattement de 50 %.
- Pour les emplacements dans des aires de camping-cars par tranche de 24 heures, la taxe sera collectée au forfait sur la base de 0,80 € (part départementale comprise) sur le nombre d'emplacements dédiés (à raison de deux personnes).

Article 5 : de fixer la période de perception de la taxe de séjour au réel du 1er janvier au 31 décembre inclus, étant précisé que les déclarations et les paiements interviendront de manière mensuelle, pour le 10 du mois suivant la période collectée.

Article 6 : d'indiquer que les déclarations et les paiements pourront être transmis soit par courrier, soit de manière dématérialisée, via la plateforme de télé-déclaration et de télépaiement généralisée par la future communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE, à compter du 1er février 2017

Article 7 : d'indiquer que le présent barème, nécessaire à une uniformisation des tarifs sur le territoire de l'intercommunalité issue de la fusion, fera l'objet d'une évaluation en 2017 dans le but d'envisager un réajustement éventuel de la politique tarifaire applicable à l'année 2018.

Article 8 : d'inviter les communes membres de la communauté à acter ce transfert de ressources et de collecte à la communauté de communes Médoc Atlantique, en rapportant conformément au principe de parallélisme des formes et des procédures, leurs délibérations respectives prises en 2016, relatives à la fixation et de la taxe de séjour 2017.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis favorable du bureau du 17/01/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- APRÈS en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'instituer dès 2017, une taxe de séjour et d'assujettir les natures d'hébergement suivantes à la taxe de séjour au réel :

- Les palaces ;
- Les hôtels de tourisme
- Les résidences de tourisme
- Les meublés de tourisme
- Les villages de vacances
- Les chambres d'hôtes
- Les emplacements dans les parcs de stationnement touristiques
- Les terrains de camping, les terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air
- Les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalent.

Les emplacements dans les aires de camping-cars par tranche de 24 heures et les places port de plaisance seront traités au forfait pour les opérations de collecte.

Article 2 : d'assurer la collecte de la taxe de séjour par les services communautaires pour l'ensemble du territoire à compter de 2017

Article 3 : d'approuver la grille tarifaire au réel ci-dessus mentionnée.

- Article 4 :** d'approuver la collecte au forfait sur la base tarifaire suivante et pour les cas suivants :
- Pour le port de plaisance « Port Médoc » et afin de faciliter les opérations de perception par le gestionnaire du port, la taxe sera collectée au forfait sur la base de 0,22 € (part départementale comprise) sur le nombre de postes d'amarrage dédiés au passage moyennant un abattement de 50 %.
 - Pour les emplacements dans des aires de camping-cars par tranche de 24 heures, la taxe sera collectée au forfait sur la base de 0,80 € (part départementale comprise) sur le nombre d'emplacements dédiés (à raison de deux personnes).
- Article 5 :** de fixer la période de perception de la taxe de séjour au réel du 1er janvier au 31 décembre inclus, étant précisé que les déclarations et les paiements interviendront de manière mensuelle, pour le 10 du mois suivant la période collectée.
- Article 6 :** d'indiquer que les déclarations et les paiements pourront être transmis soit par courrier, soit de manière dématérialisée, via la plateforme de télé-déclaration et de télépaiement généralisée par la future communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE, à compter du 1er février 2017
- Article 7 :** d'indiquer que le présent barème, nécessaire à une uniformisation des tarifs sur le territoire de l'intercommunalité issue de la fusion, fera l'objet d'une évaluation en 2017 dans le but d'envisager un réajustement éventuel de la politique tarifaire applicable à l'année 2018.
- Article 8 :** d'inviter les communes membres de la communauté à acter ce transfert de ressources et de collecte à la communauté de communes Médoc Atlantique, en rapportant conformément au principe de parallélisme des formes et des procédures, leurs délibérations respectives prises en 2016, relatives à la fixation et de la taxe de séjour 2017.

Nombre de membres en exercice : 37
Nombre de membres présents : 30
Nombre de suffrages exprimés : 36
Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS
ONT SIGNÉ AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS
COPIE CERTIFIEE CONFORME
FAIT À SOULAC SUR MER, le 26 JANVIER 2017



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**
Sénateur de la Gironde
Maire de Soulac-sur-Mer